

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

SPS-IMMEUBLE LE SAUNIER

Catégorie opération 2

RUE SAUNIER
83000 TOULON

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	20/02/2025	Plan Général de coordination
2	26/06/2025	

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	10
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.6 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	16
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	18
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	18
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	19
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	20
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	21
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	21
3.5.2 Travaux divers	21

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	23
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	23
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	23
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	24
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	25
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	27
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	28
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	28
5.2 CANTONNEMENTS.....	28
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	32
5.3.1 Mise en place bungalows	32
5.3.2 Cantonnement à étages.	32
5.3.3 Installation électrique.....	32
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	33
6.1 ORGANISATION.....	33
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	35
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	36
6.2.2 Interdiction de fumer	36
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	37
7.1 PPSPS	37
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	37
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	38
8 Annexes	39
Panneau : En cas d'accident.....	39

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

SPS-IMMEUBLE LE SAUNIER

RUE SAUNIER
83000 TOULON



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

La présente opération concerne :- L'aménagement intérieur de l'immeuble de bureaux "Le Saunier" pour l'URSSAFPACA acquis en VEFA- Adresse : Rue Saunier 83137 TOULON- Classement de l'opération :* **RdC : Code du travail et ERP type W de 5ème catégorie*** **R+2 à R+5 : Bureaux : Code du travail**

L'opération comprend la partie ouest du RDC, les plateaux entiers des R+2 à R+5, et 17places de stationnement au sous-sol ; soit environ 2 800 m2 de surface de plancher.Ainsi, le niveau 1, une partie des niveaux -1 et 0 sont en dehors du périmètre del'opération.L'opération comprend la réalisation des travaux suivants :- L'aménagement intérieur des plateaux :* **RdC : partie Ouest avec accueil clients, bureaux, locaux techniques et de service*** **R+2 à R+5 : bureaux, salles de réunion, repas, locaux techniques et de service**

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	UNION RECOUVREMENT COTISATIONS SECU AVENUE VITON 13009 MARSEILLE	
Maître d'Oeuvre	NOMADES SUD ARCHITECTES 5 rue d'Arcole 13006 MARSEILLE	
OPC	CEC 2 Av. Elsa Triolet 13008 MARSEILLE 8EME ARRONDISSE	TEL : 04 91 53 20 69
Inspection du travail	DIRECCTE 177 Boulevard du Docteur Charles Barnier 83000 TOULON	
OPPBTP	OPPBTP 10 place de la Joliette Atrium 10.6 13002 MARSEILLE	TEL : 04.91.71.48.48
CARSAT	Carsat Sud-Est – Direction des Risques Professionn Rue Emile Ollivier 83082 TOULON CEDEX	

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°Lot 00 - CCTC - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES TCE
- N°Lot 01 - CLOISONS - FAUX-PLAFONDS - MENUISERIES INTERIEURES
- N°Lot 02 - REVETEMENTS SOLS ET MURS
- N°Lot 03 - PEINTURES - NETTOYAGES
- N°Lot 04 - CVC - PLOMBERIE
- N°Lot 05 - ELECTRICITE

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 6 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 15.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés.

Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Les travaux se déroulant en **site occupé** qui peut notamment interférer avec l'usage courant de ces derniers.

Il est important de mettre en place **une signalisation adaptée** n'interférant pas avec l'usage des résidents afin de maîtriser notamment les risques liés aux circulations, et l'approvisionnement du chantier.

Les travaux seront réalisés dans un ensemble immeubles / habitation en zone urbaine. Ils ne devront donc en aucun cas perturber les activités avoisinantes.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans objet

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Un plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du lot 01 **Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures**, il devra recevoir l'accord du Maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. L'entreprise principale soumet au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité dans les 15 jours suivant sa désignation, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire.. Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

- les locaux dédiés/ TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)
- le bureau de chantier
- l'emplacement des places réserves au chantier
- le réseau d'alimentation électrique du chantier
- le réseau d'alimentation en eau du chantier
- les clôtures
- les accès
- les flux de piétons

Signalisation temporaire de chantier :

Les règles à respecter pour la signalisation temporaire sont celles fixées par la huitième partie du Livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 6 novembre 1992. Il est précisé que la signalisation temporaire sera en cas de besoin lestée obligatoirement à l'aide de sacs de lestage. La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation de chantier sont à la charge de l'entrepreneur. Elle devra être maintenue de jour comme de nuit.

La signalisation est :

- adaptée au chantier afin d'assurer la sécurité du personnel et des usagers,
- cohérente pour ne pas donner des instructions contradictoires avec celles de la signalisation permanente,
- crédible, la nature et la position des panneaux doivent évoluer en fonction des risques et de l'avancement du chantier,
- lisible, éviter la concentration des panneaux; ne pas les placer trop près du sol,
- stable, calée afin de supporter notamment les effets des conditions atmosphériques et de la circulation.

Cette signalisation devra être conforme aux instructions réglementaires en la matière et en particulier, à « l'Instruction ministérielle du 15/07/1974 sur la signalisation routière » et ses modifications – Livre I – 8ème partie.

Il est rappelé que l'entreprise doit également la vérification et l'entretien de cette signalisation pendant la durée de son chantier.

L'entreprise mettra en place une signalisation lumineuse au droit de la clôture et ou des panneaux pour améliorer la perception du chantier la nuit.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Plan papier	Intégrer les différents flux (Client / Travaux/ Services), les installations de chantiers et les zones de travaux et de stockage	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures
Homme trafic	Prévoir un homme à pied (en tenue haute visibilité) pour guider les manœuvres d'entrées et de sorties des camions.	Sortie du chantier	entreprise utilisatrice	entreprise utilisatrice
Signalisation	Signalisation routière à mettre en place et à maintenir en place	De part et d'autre de l'accès au site	entreprise utilisatrice	entreprise utilisatrice

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Dispositions générales

L'accès au chantier ne pourra se faire que par l'entrée réservée au chantier suivant le PIC.

Le cheminement des piétons sera aménagé,

Ce plan de circulation précisera notamment:- La localisation , ainsi que le repérage des entrées/sorties- Les cheminements et les stationnement réservés au chantier

Seules les entreprises agréées par le Maître d'ouvrage, ayant effectuées les inspections communes et remis le PPSPS sont autorisées à effectuer des travaux sur le chantier.

L'accès au chantier ne sera autorisé qu'aux personnes déclarées par l'entreprise avant démarrage des travaux.

Toute personne qui de par son comportement serait susceptible de générer des risques pour lui-même, tout autre intervenant, ou un quelconque usager, sera immédiatement exclu du chantier.

Chaque entreprise doit prendre en charge suivant une procédure les personnes appelées à rentrer sur le site. Minimum : accompagnateur + accueil sécurité + port des EPI.

Il en sera de même pour les chauffeurs et véhicules ou camions de livraison qui devront être systématiquement muni du DHOL à jour.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Se référer au PIC	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures
Gardiennage	Suivant CCTP	Suivant CCTP	Suivant CCTP
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Identification avec nom de la personne et de l'entreprise pour chaque personne intervenant sur le chantier	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Badge	Identification par badge nominatif pour tout intervenant	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Liste du personnel	Liste du personnel à maintenir à jour dans le bureau de chantier	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

LES ENTREPRISES SONT INFORMÉES QU'ELLES PEUVENT PROPOSER DES VARIANTES AUX PRESCRIPTIONS DU P.G.C.S.P.S SOUS RÉSERVE QUE LES SOLUTIONS PROPOSÉES SOIT AU MINIMUM ÉQUIVALENT SUR LE PLAN DE L'HYGIENE ET DE LA SÉCURITÉ.

Nous vous informons du fait que cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n° 14-18 du 31 décembre 1993, et de ses décrets d'application.

Les entreprises devront appliquer le Code du Travail en matière d'hygiène et de sécurité, ainsi que les recommandations CARSAT/INRS/OPPBTP en vigueur.

Chaque entreprise, y compris sous-traitante, devra avoir rempli ses obligations et matière d'hygiène et de sécurité (Agrément, Inspection commune, PPSPS, ...) AVANT de commencer son intervention. Elle doit prendre contact avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant d'intervenir. A défaut, elle pourra voir son intervention décalée. Les PPSPS et autres documents seront transmis par mail au Coordonnateur SPS.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Un plan d'accès et de circulation doit préciser à minima les points suivants et devra les intégrer au Plan d'Installation de Chantier:

- Le sens de circulation des véhicules et engins de chantier,
- Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins lors des livraisons.

Aires de stockage plateformes stabilisées et accessibles en tout temps.

Respect impératif du code de la route. Stationnement des véhicules légers aux emplacements désignés.

En cas de circulations sous réseaux électriques aériens : mise en place de gabarits de passage afin de prévenir des risques de heurt et d'électrisation. Si réseaux au sol, mise en place d'une protection physique et enterrement du réseau.

/ ! \ L'accès à la zone d'évolution des engins est formellement interdit. L'entreprise en charge de l'engin s'en assurera via un balisage et une surveillance renforcée.

Les circulations piétonnes doivent être matérialisées. Celles-ci doivent permettre durant toute la phase de travaux les circulations suivante:

- base vie > zone de travail
- Base vie > lieux de stationnement des véhicules de chantier
- zone de travail > zone de stockage
- et l'ensemble des cheminements qui seront réalisés par les salariés.

Ces circulation doivent être dégagées, maintenue propre, sécurisé contre les chutes de plain-pied et les déclivité doivent être contrecarré par la présence d'escaliers de chantier.

Les circulations de véhicules de chantier doivent apparaître sur le pic et le plan de circulation doit être cohérent dans le respect :

- du code de la route (accès au chantier),
 - des gabarits et épure de giration des engins de chantier,
 - de la sécurité des autres véhicule et des piétons présent sur le chantier et dans les circulation voisines.
- Tout croisement de ces flux sera à prendre très aux sérieux et des mesure seront impérativement prise pour assurer la sécurité des travailleurs.

Toute manœuvre effectuée sans visibilité directe doit être guidée de l'extérieur.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	-----------------------------------	---------------------------

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Signalisation routière comprenant : panneaux "Passage piétons" - "Travaux" - "Sortie de camions"	Voir P.I.C. de part et d'autre des accès au site. Affichage de l'autorisation de voirie.	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures
Avertisseur de manœuvre	Avertisseurs de recul sonores ou lumineux en parfait état de marche	Sur l'ensemble des engins de chantier.	Toute entreprise concernée.	Toute entreprise concernée.
Nettoyage avant sortie	Nettoyage des véhicules. Maintien en bon état de propreté de la voirie.	Entrée / sortie du chantier.	Toute entreprise concernée.	Toute entreprise concernée.

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Tous les ouvriers et accompagnants d'entreprise doivent être avoir un accueil sécurité et une présentation du chantier	Livret accueil sécurité sur OPPBTP	Toute entreprise concernée.	Toute entreprise concernée.

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement cantonnement/chantier	Accès sécurisé depuis les installations de chantier vers les différents postes par les escaliers	Selon PIC	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures
Signalisation	Signalisation des différents accès et cheminement par affichage simple et compréhensible de tous. Panneaux indicatifs pour : base vie - zone stockage - zone déchets - accès - étage	Réparti dans l'ensemble des locaux.	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Limitation des manutentions manuelles : Suivant le DHOL (transmis après les inspections communes des entreprises) et d'après les objectifs des dispositifs globaux :=> Sécurisation des circulations, des accès et des livraisons à pied d'oeuvre pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain- pied et réduire les manutentions manuelles.=> Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur :L'entreprise décrira tous les moyens dès la phase préparatoire et tout le long des chantier les mesures prises pour le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des places de stationnement réservés.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
-------------	--------------	-----------------------------------	-----------------	-------------------------------------

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Lift/ascenseur/monte-charge	Uniquement avec accord et sur demande	Suivant PIC et sous autorisation		
Monte matériaux	Uniquement avec accord et sur demande	Suivant PIC et sous autorisation		
Treuil électrique	Uniquement avec accord et sur demande	sous réserve		
Chariot élévateur	Uniquement avec accord et sur demande	Suivant PIC et sous autorisation	sous réserve	
Transpalette/chariot	A mettre à disposition pour les déplacements verticaux par ascenseurs et horizontaux sur chemins balisés Dans les Halls : accompagnements systématique	Tous les lots	Tous les lots	
Autres moyens	Ascenseurs	Suivant PIC et sous autorisation	Tous les lots	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

sans objet

Grue automotrice

sans objet

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux- le principe de continuité du transport des charges mécaniquement en hauteur et latéralement y compris dans les volumes intérieurs doit être étudié, maintenu et assuré jusqu'à la livraison. en fonction des phases et des contraintes du site en exploitation, il sera proposé dès le départ un planning de cette logistique spécifique au projet. Afin de mieux répartir les approvisionnements, des places de stationnement seront réservées près de l'accès au chantier. L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent:- à chaque phase selon la configuration de l'emprise chantier.- à proximité des postes de travail. Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en œuvre des matériaux.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner : TABLEAU D'ÉVALUATION EN ANNEXE (extrait de la DTE 189/Cramif)

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Chaque entreprise doit faire état durant la période de préparation des espaces de stockage nécessaires à son intervention	Local fermé sous clé Conteneur étanche avec bac de rétention, système de récupération	P.I.C. Voir	Naturelle ou mécanique	Conformément aux fiches de données de sécurité (FDS) Respecter les règles d'incompatibilité entre produits, Stockage indépendant des autres matériaux, Procédure d'intervention en cas de déversement accidentel - fiche conduite à tenir, Respect de la procédure environnement - Loisirs l'eau, Étiquetage

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Le nettoyage quotidien du chantier et l'évacuation des gravois au fur et à mesure sont une obligation contractuelle pour tous les corps d'état qui seront tenus, chacun en ce qui le concerne, d'assurer le tri sélectif et l'évacuation de leurs propres déchets de chantier.

Le nettoyage de chantier sera assuré par le lot principal n° 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures

pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise devra porter une attention particulière sur la tenue et la propreté du chantier et de ses abords. Il est précisé que le Maître de l'Ouvrage attend une tenue exemplaire du chantier.

L'entrepreneur du lot n° 01 - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures aura à sa charge l'ensemble de l'entretien du chantier et notamment :

- Le Nettoyage quotidien bureau/salle de réunion, vestiaires, réfectoire y compris évacuation des sacs poubelles ;
- Nettoyage quotidien des sanitaires et approvisionnement en produits consommables (papier hygiénique, essuie-mains, savon, etc...) pour un appoint permanent ;
- Nettoyage journalier des parties communes
- Nettoyage journalier des accès et circulations communes de l'immeuble empruntés par le personnel de l'ensemble des entreprises : halls, escaliers, ascenseurs, circulations, locaux techniques, etc.
- Nettoyage journalier de l'enceinte du chantier.
- Dératisation si nécessaire.
- Enlèvement des déchets de nettoyage.
- Le nettoyage des locaux et des équipements consistera, notamment à :
 - La désinfection des W.C. et urinoirs, lavabos ;
 - Les approvisionnements (papier, essuie-mains, savon, etc.) ;
 - L'enlèvement des déchets et ordures ménagères recueillis dans les poubelles prévues à cet effet.
- Et respectera le guide de l'OPPBTP

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous postes de travail	Nettoyage permanent et quotidien.	Le corps d'état ayant produit les déchets	TOUS LES LOTS

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en DP des gravois de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée. Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable des ces déchets.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Travail isolé

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 consolidée au 01 janvier 1997 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010

Canalisations en Fibrociment

Lorsque les travaux mettent à jour des canalisations en fibro-ciment, l'entreprise doit stopper des travaux, prévenir le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre et attendre le résultat de l'analyse liée à l'amiante. Si cette canalisation est amiantée, elle sera gérée conformément à la réglementation en vigueur.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud			L'entreprise concernée doit disposer d'extincteur de classe de feu en adéquation avec la nature du risque généré et à jour des vérifications périodiques	Réalisation d'un permis feu, journalier, ou avec le responsable de l'établissement, dans la zone des travaux mitoyenne avec les zones en activité de l'établissement
Application de produit toxique			Après analyse de risque, il faudra neutraliser (signalisation, signalétique, etc.) la zone concernée	Port des EPI correspondants aux risques spécifiés dans la FDS du produit Insérer les FDS dans le PPSPS

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Bruit	Chantier	Entreprises concernées	<p>Bruits de Chantier</p> <p>Respect de la législation et des réglementations</p> <p>La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :</p> <p>– Arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits.</p>	<p>Obligation de résultat</p> <p>Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur est tenu à une obligation de résultat.</p> <p>Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.</p> <p>Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions nécessaires.</p> <p>Les coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier restent à la charge de l'entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.</p> <p>Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.</p>

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent. Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d'Oeuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle-même.

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Pour la gestion des approvisionnements :

*** Potentiellement mutualisation de l'ascenseur ou monte meuble en fonction du choix retenu par la maîtrise d'ouvrage et préconisation des horaires d'utilisation afin de ne pas interférer avec l'usage du public tout en respectant les consignes d'utilisation des parties communes.**

- Dans cette optique, les dates de démarrage des travaux seront communiqué aux usagers par mail et affichage. Des horaires d'intervention seront établis afin de limiter les interférences.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Armoire générale dans le bâtiment existant	Des le démarrage du chantier	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures
Armoires secondaires	Où cela est nécessaire	<p>A l'avancement du chantier</p> <p>Il faut installer un nombre suffisant de coffret pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - But : Rallonge < à 25 m à définir sur plan d'installation chantier et distance entre coffret < 50 mètres. - Eviter le passage de câbles dans les circulations (escalier notamment) 	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation suivant la NFC 15 100. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation suivant la NFC 15 100.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Lots concernés : Tous corps d'états

Localisation : Travaux dans différents endroits des locaux à réaménager.

Mesures prises :

Le phasage des travaux devra être conçu de manière à n'entraver à aucun moment les activités dont l'exécution serait simultanée.

Les zones ou des projections, chutes d'objets ou de matériaux qui constitueraient un risque pour les autres activités devront être protégées et balisées: protection ou interdiction des accès, etc...

Les activités qui pourraient constituer un risque spécifique pour d'autres intervenants feront l'objet dans le PPSPS correspondant d'une proposition de prévention (décalage des travaux, enceinte interdite, etc...). La réalisation de ces travaux sera subordonnée à l'accord préalable du Coordonnateur SPS ;

D'une manière générale, chaque entreprise devra s'assurer dans son PPSPS que son activité ne constitue pas une gêne ou un risque pour les autres entreprises. Dans le cas contraire, elle devra prévoir les dispositions nécessaires.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Générant de lapoussière	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Aspiration à la source de l'émission de poussière Travail à l'humide	Lot concerné
Générant un risque de chute d'objet	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Balisage du poste de travail ou de la zone concernée, Installation d'une protection rigide et efficace et adaptée type tunnel, Installation d'un moyen de récolte encas de chute, Zone de levage balisée et interdite d'accès à toute personne non autorisée... etc	Lot concerné

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant. Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	DEPOSE DEMOLITION			Délimitation de la zone d'intervention

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	TCE	Réseaux électrique et CVC, travaux de peinture		Délimitation de la zone d'intervention

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

L'opération se déroule dans un immeuble d'habitation et locaux d'entreprises qui peut notamment interférer avec l'usage courant de ceux derniers.

Il est important de mettre en place **une signalisation adaptée** n'interférant pas avec l'usage des résidents afin de maîtriser notamment les risques liés aux circulations, et l'approvisionnement du chantier.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Entrée principale définit au PIC	Maintien de la circulation piétonne	Identification et délimitation d'un périmètre de sécurité Interdiction d'accès à toutes personnes extérieures au chantier	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures
Bruit dû au chantier	L'ensemble du chantier	Travaux en centre ville avec des résidences et immeubles d'habitation à proximité et en site occupé.	Respecter les horaires imposés par la circulaire et la réglementation en vigueur.	TCE	TCE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Application de l'article R 4533-1 du Code du Travail.

Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 euros, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail. Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section

Voirie existante pour accès chantier.

Les réseaux existants seront utilisés pour les besoins des travaux.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Electricité	Raccordement du chantier au réseau électrique avec installation d'un transformateur.	En phase de démarrage et en phase de raccordement final	lot 05 ELECTRICITE

5.2 CANTONNEMENTS

Rappel :- Pas d'installation de bungalow- Utilisation des espaces aux RDC pour les salles de réunion/ Vestiaire/ réfectoire- Pour les sanitaires, mise à dispositions aux étages R+2 et R+4 de cabinets d'aisances.- Pour la gestion des approvisionnements :* Potentiellement mutualisation de l'ascenseur et préconisation des horaires d'utilisation afin de ne pas interférer avec l'usage du public tout en respectant les consignes d'utilisation des parties communes.

Il est important de souligner que si du personnel féminin travaille sur le chantier, il est nécessaire de mettre à leur disposition des vestiaires, des toilettes et éventuellement des douches en quantité adéquate, réservée exclusivement à leur usage.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	Adapté pour 15 personnes	Selon PIC du lot 01	Armoires vestiaires	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures
Réfectoire	Adapté pour 15 personnes	Selon PIC du lot 01	Tables - chaises - micro-onde - réfrigérateur	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Selon PIC du lot 01	Lavabos avec eau chaude - douches - urinoirs, etc...			

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Salle de réunion	Adapté pour 15 personnes	Selon PIC du lot 01	Bureaux - chaises Fourniture d'équipements de protections individuelles destinés aux visiteurs (bottes de chantier, casques).			
				lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur. SPS avise l'entreprise de la défaillance ou de la non application d'une mesure.

En cas de non respect de la demande du CSPS, celui-ci avise le maître d'ouvrage de la défaillance ou de la non application d'une mesure par une entreprise.

Une réunion est réalisée entre différentes parties concernées afin de déterminer les responsabilités et les sanctions adaptées.

En cas de non accord entre les parties, le maître d'ouvrage reste seul décideur.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES**5.3.1 Mise en place bungalows**

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

sans objet

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	ELECTRICITE	ELECTRICITE

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

La responsabilité générale de la protection du chantier pendant toute la durée des travaux incombe à l'entreprise Lot 01.

Le titulaire et/ou sa sous-traitance devra prendre toutes les mesures et moyens à mettre en oeuvre pour assurer la sécurité et protéger la santé des intervenants sur le chantier, conformément aux textes et règlements en vigueur. Il devra en outre, en liaison avec le coordonnateur SPS désigné par le maître d'ouvrage, appliquer les mesures de sécurité et de contrôle afférents et la mise en place et le maintien pendant toute la durée des travaux, de toutes les dispositions de protection et de santé des travailleurs conformément à la loi "sécurité santé " et ses annexes. Loi N° 93-1418 du 31/12/93, décret N° 94-1159 26/12/94 " opérations de bâtiment et génie civil en vue d'assurer et de protéger la santé des travailleurs. Chaque chef d'entreprise est responsable de la parfaite information de ses salariés sur la localisation du poste.

Il est fait obligation de maintenir sur le chantier un téléphone mobile en état de marche.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque entreprise aura au moins un membre de son personnel équipé d'un téléphone portable. Il conviendra de s'assurer que ceux-ci soient chargés tout au long de la journée.			TCE

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Accès secours	A identifier sur le PIC.	Plan à transmettre aux services de secours du secteur		lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures
Point de rencontre	A identifier sur le PIC.	Plan à transmettre aux services de secours du secteur		lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Secouriste	A minima 1secouriste parentreprise présentsur le chantier	Les secouristesdoivent êtreparfaitementreconnaisables surle chantier et doiventêtre en mesure defournir auxorganismes deprévention leurcertificat initial ouson recyclage.	Les secouristesdoivent êtreparfaitementreconnaisables surle chantier et doiventêtre en mesure defournir auxorganismes deprévention leurcertificat initial ouson recyclage.	chaque lot
Extincteur chantier	réfectoire,vestiaires, salle deréunion	Les extincteursresteront accessiblesen permanence etseront maintenus enparfait état defonctionnement. Ilsne dépasseront pasla date de révisionannuelle.	Signalétique sur laporte	lot 01 Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Numéro d'appel en cas d'urgence

Pompiers	Tel fixe : 18	Tel portable : 112
SAMU	Tel fixe : 15	Tel portable : 112
Police Nationale	Tel fixe : 17	Tel portable : 112
Centre hospitalier	04 94 14 50 00	
Centre anti-poison Marseille	04.91.75.25.25	
SOS Main Var Toulon	04.94.03.07.07	
Odeur de Gaz	0.810.433.083	
France Télécom	0.800.831.014	
Urgence Electricité	0.810.333.030	

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Travail isolé

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 consolidée au 01 janvier 1997 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Contenue du PPSPS conformément à la réglementation en vigueur :

Les renseignements généraux:

le nom et l'adresse du chantier le nom et l'adresse de l'entreprise les travaux à réaliser : désignation du chantier, nature du (ou des) lot(s) confié(s) à l'entreprise et description sommaire des travaux Coordonnées du MO / MOE / OPC... le personnel : nom et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux, évolution prévisible de l'effectif avec dates d'intervention Nom du responsable chargée de l'application du PPSPS sur chantier En cas de travaux spécifiques les habilitations et formation. Carte d'identification professionnels les noms et les coordonnées des entreprises sous-traitantes connues. Informations sur l'environnement à proximité du chantier

Les secours:

les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades le nombre de collaborateurs sur le chantier ayant reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours le matériel médical existant sur le chantier les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, l'évacuation dans un établissement hospitalier de toute victime qui le nécessite. Personnes à contacter en cas d'accident, en dehors des secours Points de repères pour les secours

L'hygiène:

les mesures prises pour améliorer l'hygiène des personnes et la mise à disposition des locaux destinés au personnel conformément aux indications du PGC SPS (Plan général de coordination sécurité et protection de la santé) pour chacune des installations, l'indication de leur emplacement sur le chantier et la date de leur mise en service prévisible. Ces points sont prévus dans le PGC établi par le coordonnateur SPS.

Les mesures de prévention pour prévenir les risques générés par :

l'activité des autres entreprises, le chantier ou son environnement et l'analyse des risques liés à l'environnement (en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitations dangereuses riveraines commerce) l'activité de l'entreprise sur les autres intervenants l'activité de l'entreprise sur ses collaborateurs. Circulations dans le chantier Moyens de prévention mis en place EPC (équipement de protection collectif) EPI (équipement de protection individuelle) Evaluation des moyens à mettre en place concernant les risques liés aux opérations de déchargement des livraisons et d'approvisionnements des postes de travail.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- • Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.

- • Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- • Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- • Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- • Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

SPS-IMMEUBLE LE SAUNIER

RUE SAUNIER
83000 TOULON

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: TOULON
RUE :RUE SAUNIER

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.94.08.01.29 .